

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 563 11 mars 2008

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

VACANCES : Tocqueville Magazine ne paraîtra pas le mardi 18 mars, à cause de vacances lors de la Semaine Sainte.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

EDITO

SARKOZY ET SA FEMME ACTUELLE

Nous sommes, il faut bien l'avouer, plein d'admiration pour notre toujours jeune et fringant Président de la République. Il vient d'emmener sa ravissante et nouvelle épouse dans un voyage officiel en Afrique du Sud et le monde entier a pu l'admirer dans ses gentilles de jeune marié. Heureusement que nous savons, de sa part, que « c'est du sérieux ». La belle a d'ailleurs dit la même chose puisque interrogée par une radio elle a

répondu : « bien évidemment c'est pour la vie, mais l'on ne sait pas ce que vous réserve la vie ».

Cette déclaration est un petit peu surprenante à tous égards, car il nous semble que les nombreux conseillers, que nous alimentons à l'Élysée et qui régendent les interviews, devaient être fort distraits... .

La fantaisie se loge décidément partout. Il existe maintenant une journée de formation civique dédiée aux nouveaux immigrés. Vous allez lire avec un plaisir mitigé je pense certaines des informations qu'on leur donne.

« Après la présence gallo-romaine, le gaulois Clovis se fait baptiser et la première puissance catholique est constituée ». Plus loin, encore : « Les rois commencent donc à gouverner, c'était terrible : ils avaient le droit de vie et de mort sur les gens, et ne pensaient qu'à eux ou à construire des châteaux et à faire la guerre ».

On arrive au « fantastique » siècle des lumières « Où des philosophes tels que Voltaire, Diderot ou encore Victor Hugo se sont battus pour les libertés ». Admirez Victor Hugo qui se trouve rétrogradé au XVIIIe siècle !

Pour finir un principe essentiel : « La république française est laïque et c'est cela sa religion. »

Malgré tout ce qu'on sait sur l'ignorance des historiens officiels, il est permis de se demander qui a pu vraiment imaginer des textes pareils aussi ridicules.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

BELLE ET GENEREUSE

La France est belle et généreuse. C'est fou comme il est facile de dépenser l'argent qui ne vous appartient pas. Le président Sarkozy a promis à l'Afrique du Sud une initiative de soutien à la croissance économique portant sur 2,5 milliards d'euros en cinq ans afin de financer près de 2000 entreprises et la création de 300 000 emplois.

Il est probable que cet argent sera dissipé suivant la règle que tout argent public envoyé en Afrique est dissipé et passe dans les circuits de corruption avec, parfois, des rétro-commissions en France.

LES RECLASSEMENTS FASTUEUX

Ils se poursuivent sans arrêt. Qui se souvient de Lionel Stoléru, socialiste connu, qui avait été Secrétaire d'État de Giscard puis de Mitterand ? François Fillon vient de le nommer chef de projet du Small Businesses Act (SBA) européen visant notamment à faciliter l'accès des PME aux marchés publics. Il va faire la liaison avec les ministères concernés et l'organisme de Bruxelles.

Un nouveau fromage et du désordre en perspective.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions des lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les point de vue exprimé. A chacun de juger)

PROPRIETE PRIVEE

Ce qui se passe en Chine actuellement depuis que les Chinois peuvent personnellement s'enrichir est une démonstration de la supériorité du régime de la propriété privée.

Il est regrettable que nos hommes politiques ne le voient pas et n'en tirent aucune conclusion.

Pour ceux de gauche de réadapter leurs programmes, pour ceux de droite d'éliminer définitivement le collectivisme.

Lucien Martin

MICHELIN

Bonjour et tout à fait d'accord avec votre analyse...comme celle de Jacques Marseille, qui rappelle que la distribution des stocks options des dirigeants du CAC 40 aux 7 millions de Français les plus pauvres donnerait à chacun d'eux... 50 €

Mais la presse (de tous bords!) se garde bien de diffuser ce genre d'info à ses lecteurs... A croire que celle-ci diffuse de préférence les infos les plus propices à braquer les citoyens les uns contre les autres (cf l'indemnité de départ de DGS!..), sans doute pour hâter l'élection d'O.Besancenot aux prochaines présidentielles

Cordialement,

Patrick Barbé

DES VACHES

On peut s'amuser avec des concepts et digresser sur ce qu'on ne connaît pas, mais pour affirmer il faut savoir et vérifier. Il est absolument faux , par exemple, que des conditions aussi drastiques soient nécessaires pour s'installer « agriculteur » et ce n'est pas du discours : je me suis installé comme agriculteur, avec statut d'exploitant sous le numéro 71218051, sans remplir une seule de ces conditions.

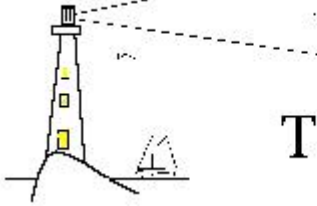
En revanche il est vrai que la politique d'aide est une gabegie asservissante et mensongère, il est vrai que les politiques agricoles européennes et leur volet national sont critiquables au plus haut point tant la technocratie est coupable de ne pas savoir gérer ni les nitrates, ni les OGM, ni les gestions des sols, et, pire encore, des paysages et de l'environnement ...

Le sujet est bon ne le gâchons pas par des stéréotypes caricaturaux.

Alain Magnier

NDLR : Est-ce une question de dates ? Nous n'avons rien inventé et très récemment il nous a été confirmé que s'installer est un vrai parcours du combattant. Notre correspondant a un numéro : c'est donc bien qu'il est enfermé dans un système bureaucratique.

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser sans modération)

LUNDI 10 MARS

DES VACHES VERS LE SOMMET DE L'ETAT

Monsieur Jacques Chirac, ancien président de la république, a visité le salon de l'agriculture avec grand succès comme à son habitude. Il a continué à caresser le « cul des vaches » ce qui, historiquement, lui a permis, entre autres circonstances, de gravir les échelons jusqu'au sommet de l'Etat. Cette ascension extraordinaire mérite quelques explications, car elle nous fait pénétrer dans les arcanes secrètes de la « République Fromagère ».

Le plus étrange est sa popularité dans le monde agricole ou ce qu'il en reste et, ceci, bien qu'il ait accompagné et orchestré l'écroulement de l'agriculture française depuis des décennies.

Toutes les politiques agricoles ont détruit la paysannerie au nom de principes parfaitement théoriques : il fallait diminuer sans cesse le nombre des paysans. Le vrai motif est que les paysans étaient des indépendants capables de résister à la volonté des pouvoirs quasi totalitaires. Sur les décombres de l'agriculture indépendante, on a voulu bâtir par la force une agriculture industrielle sur le modèle américain présenté comme seul valable.

Si l'agriculture avait évolué librement dans le cadre du droit de propriété, les adaptations nécessaires auraient eut lieu, mais progressivement et selon le jeu du marché libre.

Malheureusement, personne n'a vraiment résisté ; les dirigeants des organisations agricoles qui sont censés représenter les agriculteurs n'ont rien fait pour les sauver, ces

dirigeants trouvant leur propre richesse dans la socialisation croissante. Certains salaires, dans ces milieux, vont jusqu'à 22 000 E par mois sans compter les avantages annexes.

Le nombre des organismes vivant sur le sang des agriculteurs est si grand que la liste ne peut être complète.

En dehors des Safer, voici quelques monstres bureaucratiques qui enferment les agriculteurs dans leurs griffes puissantes : cuma, acofa, inao, anda, crédit agricole, onic (céréales), onival (viande), orniflor (fruits légumes), onivins (vins). Les ruraux font semblant de rire de la « Commission nationale d'homologation des cahiers des charges définissant les conditions de production de l'agriculture n'utilisant pas des produits chimiques de synthèse » ou CNHCCDCPANUPCS : cela ne s'invente pas !

Voici ce qu'il faut faire pour s'installer agriculteur :

-Lire et comprendre le code rural, soit 1875 pages dont 125 de plus chaque année.

-Si l'on achète une terre, être accepté par la Safer.

-Obtenir une autorisation d'exploiter délivrée par le Préfet.

-Avoir la capacité agricole, en excipant du « brevet technicien supérieur agricole » ou avoir 5 ans de pratique et 200 heures d'études en stage.

-Présenter son EPI (étude prévisionnel d'installation) tout en tenant compte de la SMI (surface minimum d'installation) variable suivant les départements. C'est la « commission départementale d'orientation de l'agriculture » qui accepte ou refuse le EPI ».

Bien sûr, si on arrive à surmonter tous les obstacles, on se trouve soumis à mille règlements dont des quotas. La valeur d'une terre dépend non des talents de son propriétaire ou locataire mais des quotas.

Le code rural est rempli de ces phrases idiotes qui constituent la seule « production » régulière de la social-démocratie, comme la suivante :

article 332/1 du code : « En cas de retrait des productions de terres arables dans les conditions prévues par le titre 01 du règlement CEE n° 7976 modifié, les droits et obligations résultant de l'application du livreVII sont appréciées comme si ces terres restaient affectées aux productions agricoles pratiquées l'année précédant de ce retrait. Le preneur qui procède à un retrait de production est réputé en assurer l'exploitation ». Bien que ce soit difficile à comprendre, qui ne cultive plus sa terre doit être censé toujours la cultiver !

La conséquence est que ce magnifique métier qu'est l'agriculture a été détruit au fil du temps. En cinquante ans, le nombre des agriculteurs est passé de 2,3 millions à 994 000. La France se transforme en désert et les villages disparaissent. Les ruraux restants sont au chômage ou à l'assistanat. Les chefs d'exploitation passent leur temps dans des formalités

absconses.

Malgré ce désastre, Chirac a reçu lors de sa récente visite un accueil extraordinairement chaleureux : Dans la cohue, des agriculteurs criaient : « Chirac, Chirac... ».

Saluons le miracle de la désinformation et de l'ignorance qui règne dans la République Fromagère.

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

Pour tout savoir sur la « République Fromagère », commander

PARLOTTES ET FETES

(divertissements pour accompagner le désastre français)

François-Xavier de Guibert éditeur.

En cliquant

[ici](#)

REVUE DE PRESSE

LA POLITIQUE MIGRATOIRE

Le gouvernement continue sans pitié à ouvrir les frontières. Selon Désinformation Hebdo, Paris vient de donner instruction à l'ensemble des postes consulaires en Afrique d'accorder la plus grande attention à la délivrance des visas pour les artistes, préconisant une plus grande souplesse d'attribution. Cela va largement ouvrir les frontières car personne ne sait vraiment ce qu'est un artiste.

LES ENTENTES

La presse s'étonne et se scandalise que neuf géants aient réalisé une entente dans le domaine des produits d'entretien. Bien entendu, Bruxelles s'émeut et s'agite. Or la loi sur les ententes ne devrait pas exister, son seul objectif véritable étant en fait d'enrichir les fonctionnaires et les élus qui s'occupent du problème.

Ce qui est redoutable c'est un monopole d'État lequel ne peut jamais être brisé.

En revanche, une entente entre firmes privés ne tarde pas à voler en éclats et d'ailleurs la découverte de ce prétendu scandale vient justement d'un des membres de l'entente qui voulait la quitter.

LES BREVES

SURVIVRE AVEC DES LOUPS

La presse et les médias sont en émoi parce que le best-seller « survivre avec des loups », qui a inspiré un film, est actuellement accusé de mensonge suite aux aveux de son auteur. Non, elle ne s'est pas enfuie traquée par je ne sais qui ; non elle n'a pas survécu avec les loups. Cela met bien en lumière la véritable pourriture qui règne au sommet de la société.

D'abord, il est très vilain de mentir. Mais, en plus, l'on peut se demander comment des éditeurs et des créateurs de films sont tombés dans ce piège grossier. L'explication est simple : il y a actuellement une véritable religion autour de certains faits historiques et ceux qui vont dans le sens de cette religion sont si assoiffés de l'argent qu'ils vont gagner que, finalement, ils se laissent aller à n'importe quoi.

L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA DELINQUANCE

Cet observatoire, comme tous les observatoires, est certainement inutile. Il se surajoute à une foule d'administrations qui ont leurs statistiques et, du fait de son statut d'observatoire national, il doit bien évidemment créer d'autres statistiques. Mais ces statistiques comme les autres ne sont guère valables.

En effet, l'on vient de parler des violences à l'école et l'on a remarqué que certains types de violences ne paraissaient plus dans les statistiques : par exemple, le fait de crever les pneus du professeur ou encore de mettre des messages injurieux sur son téléphone portable.

L'explication est simple. Les proviseurs ne recensent plus ces violences qu'ils considèrent comme de simples incidents, parce qu'ils craignent que ces mêmes violences donnent une mauvaise connotation à leur établissement.

C'est Churchill qui disait que la statistique doit être rangée dans la catégorie des mensonges.

L'INSTABILITE LEGISLATIVE

L'une des causes de la paupérisation du peuple français est l'inondation torrentielle de lois et de règlements. Mais il s'ajoute l'instabilité permanente de toutes ces lois et règlements.

Il y avait un contrat nouvel embauche (CNE) qui a rendu de grands services à certains petits entrepreneurs et à certains artisans, conduisant à des créations d'emplois. Brusquement le nouveau pouvoir indique qu'il va le transformer en C. D. I. . Le pire est que ce sera rétroactif, c'est-à-dire que les entrepreneurs qui ont conclu des contrats de nouvelles embauches avec leurs employés vont être conduits à les transformer même s'ils ne le veulent pas en C.D.I.

Comment ces manipulateurs du sommet peuvent-ils penser que le peuple français leur fasse confiance en quoi que ce soit ? La rétroactivité intervient ou pas selon leur bon plaisir.

L'OREAL FAIT DE LA DISCRIMINATION

Ce qui est pratique avec la religion de la non-discrimination, c'est que certains s'en affranchissent parce qu'ils sont puissants et que d'autres sont pourchassés au nom de cette nouvelle religion.

C'est ainsi que le PDG de L'Oréal a indiqué clairement : « Aujourd'hui, lorsque nous rencontrons un candidat qui a un prénom d'origine étrangère, il a plus de chances d'être recruté que celui qui porte un prénom Français de souche ».

LE MELANGE DES GENRES

Un des traits du monde présent, venant en droite ligne du socialisme, est qu'il y a perpétuellement un mélange des genres. Les caisses de retraite devraient s'attacher uniquement à répartir l'argent qu'elles récoltent entre leurs pensionnés et ne pas du tout s'occuper de problèmes sociaux. Or une grande caisse de retraite, la caisse Malakoff, vient d'écrire à certains de ces pensionnés pour le dire que gratuitement elle mettait à leur disposition une garantie d'assistance domestique gérée par une compagnie d'assurances. Naturellement il y a certaines conditions pour accéder à cette faveur et seule une partie des pensionnés il auront droit.

C'est manifestement du désordre car, pourquoi favoriser certains par rapport à d'autres sinon sur la base de l'arbitraire. Le drame est que, les services sociaux étant créés, ils ne cesseront de se développer et d'inventer de nouveaux systèmes pour se maintenir. Le tout se fait au détriment des frais de la caisse de retraite et donc de tous les retraités et les cotisants.

DOCUMENTS

Nous transmettons les documents tels que nous les recevons et ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

FILS DE PUB

Il y avait quelque chose de croustillant à voir les salariés de l'audiovisuel public protester contre la suppression de la publicité sur les chaînes du secteur public ; dans le passé, sur fond de suppression du monopole de l'Etat et de dislocation de l'O.R.T.F., les mêmes protestaient contre l'arrivée de la publicité dans la télévision publique. Il est vrai que le manque à gagner est lourd et sera difficile à combler en l'absence d'un accroissement de la redevance : et quand on a goûté au confort consistant à disposer des moyens de travailler dans les meilleures conditions possibles, il est difficile de revenir à la pénurie. Notons au passage que la publicité permet d'obtenir des fonds souvent abondants sans exercer de contrainte : c'est une forme « d'impôt volontaire ». Par contre, la redevance est un impôt qui vient s'ajouter à la pression fiscale générale auquel le ménage ne peut échapper, qu'il regarde ou non la télévision publique.

Si on admet que l'audiovisuel est un secteur concurrentiel et ouvert, il faut laisser les entreprises qui opèrent dans ce secteur trouver leur financement selon les mêmes modalités. La coexistence d'entreprises publiques et d'entreprises privées dans un même secteur est toujours problématique. En tout cas, le développement du système public n'aurait pas été possible sans le recours aux recettes publicitaires, et le recours à de telles recettes n'a pas empêché aux acteurs du secteur public d'afficher et de revendiquer leur spécificité [1]. Dans tous les domaines, pour produire de la qualité, il faut de toute façon des fonds.

L'argent ne pervertit pas en soi, mais c'est l'usage que l'on en fait qui révèle nos choix, nos préférences, nos goûts, nos projets et finalement notre vision (ou l'absence de vision) [2]. L'argent est un outil, un moyen comme la roue qui nous permet de déplacer les choses, mais qui ne nous dit pas quelle direction il convient de prendre.

Le mouvement de grève dans l'audiovisuel public devrait inspirer les universitaires dont certains hauts dignitaires restent encore totalement opposés à l'arrivée de l'argent des entreprises qui permettrait de compenser la rareté de plus en plus forte des fonds publics. D'après eux, il convient de s'opposer à l'intrusion de l'argent dans le temple du savoir qui

entraînerait une dégradation de la qualité des diplômes et des formations. Pourtant, en dépendant exclusivement de l'Etat, l'université ne coupe pas le lien avec l'argent en tant que tel. Elle dépend plus précisément de fonds publics au lieu d'avoir à gérer des fonds privés parce que l'on ne dispense pas le savoir sans moyens. En Allemagne, les universités les plus importantes ont décidé d'adopter le statut de fondations pour se rapprocher des universités de type Harvard dont la réputation n'est pas d'offrir des diplômes au rabais. Pendant ce temps, en France, le président de l'université de Paris-Dauphine se fait taper sur les doigts pour avoir augmenté les frais d'inscription payés par les étudiants...

Toute activité, aussi noble et désintéressée soit-elle, est coûteuse. Et la recherche dans certains domaines de la science nécessite des équipements de plus en plus coûteux. Alors les comptes qu'elle ne veut pas rendre aux entreprises, l'université doit les rendre aux contribuables dont le droit de regard, il est vrai, reste somme toute très théorique. Et c'est bien là tout le cœur du problème. En voulant ne pas parler « argent », on veut pouvoir dépenser sans compter, dépenser sans limite sans bien prendre conscience qu'une telle attitude, source d'irresponsabilité lorsqu'elle se généralise, aboutit à l'appauvrissement général. L'argent est la mesure de la rareté et non sa cause. En ce sens, il agit comme une contrainte, nous obligeant à faire des choix et à évaluer ces choix. C'est ce que ne supportent pas ceux qui confondent la liberté avec l'absence de contraintes.

En effet, l'entreprise demande des comptes, attendant notamment un retour sur investissement. Et ce n'est pas le fait d'une propension proprement macabre du patron à vouloir exploiter les salariés, mais c'est parce que tout le monde demande des comptes à l'entreprise : l'actionnaire qui lui a confié son capital, le salarié qui lui consacre son temps et son énergie et le client qui achète ses produits. L'entreprise répercute en amont les pressions qui s'opèrent sur elle plus en aval sur les marchés et en son sein dans son organisation interne.

Pour autant, cela ne lui donne aucun droit de regard sur les contenus et le choix des programmes de recherche et d'enseignement qui restent sous la responsabilité des équipes pédagogiques. De la même manière, que les recettes publicitaires ne donnent aucun droit de regard aux annonceurs sur le choix et le contenu des programmes diffusés par les chaînes de télévision publique. On est corrompu quand on se laisse corrompre. Un annonceur peut trouver un intérêt à mettre de la publicité dans le journal l'Humanité si le journal se vend. Et le journal se vendra si la population compte beaucoup de lecteurs communistes. Par contre, s'il y a de moins en moins de lecteurs communistes, le journal se vendra moins bien et l'annonceur peut décider de se retirer pour placer son annonce dans un journal consacré au sport. L'annonceur en question n'est responsable d'aucune influence sur la rédaction des journaux ni d'aucune censure. Ce n'est pas l'annonceur qui fait les lecteurs. On peut apprécier la qualité de la gestion, c'est-à-dire l'efficacité dans l'usage de moyens rares pour atteindre des objectifs donnés, indépendamment de la nature des objectifs poursuivis. Après tout, on peut être plus ou moins efficace dans l'usage de moyens destinés à une cause humanitaire, sociale ou éducative. Le problème du secteur public, ce n'est pas tellement dans le choix et le contenu de ses missions, mais dans son mode de gestion centralisée qui conduit rarement à une recherche d'efficacité dans la réalisation de ses missions. Et lorsque le secteur public s'abrite derrière un monopole, les incitations à la bonne gestion sont totalement anéanties, la dépense justifiant la dépense, sans aucune prise

en compte de résultats. Aucune entreprise ni aucun ménage ne peuvent se permettre de dépenser pour dépenser. On ne voit pas pourquoi et comment l'Etat, qui représente l'intérêt général, pourrait se le permettre...

[Au passage, j'en profite pour remercier Arte pour son excellent documentaire concernant la carrière proprement exceptionnelle en politique de Margaret Thatcher diffusé mercredi 13 février.

[2] voir :

http://www.youtube.com/watch?v=rYsSkUlfHus&eurl=http://apps.facebook.com/superwall/view.php?id=803493770&owner_id=751207087

Jean-Louis Cacomo

Perpignan, le 3 mars 2008

<http://caccomo.blogspot.com/>

http://cozop.com/chroniques_en_liberte

FIN